



**Maître d'Ouvrage**

**Commune de VAGNEY  
12 place Paul Caritey  
88120 VAGNEY**

**Construction d'une maison de santé**

*Rue Michel Collinet - 88120 VAGNEY*

**R.C**

*Règlement de consultation*

**Date limite de remise des plis**

**15/06/2026 avant 12h00**

## Table des matières

Article 1 - Organisation de la commande au niveau de l'acheteur .....	3
Article 2 - Insertion par l'activité économique .....	3
Article 3 - Etendue de la consultation .....	3
Article 4 - Définition des prestations .....	3
Article 5 - Découpage des prestations .....	4
Article 6 - Forme(s) du/des marché(s) .....	4
Article 7 - Durée du marché .....	4
Article 8 - Variantes et PSE .....	4
Article 8.1 - Variantes.....	4
Article 8.2 - Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) .....	4
Sans objet .....	4
Article 9 - Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement .....	4
Article 10 - Délivrance du dossier de consultation des entreprises .....	4
Article 11 - Modifications du dossier de consultation.....	5
Article 12 - Visite sur site .....	5
Article 13 - Forme juridique des groupements .....	5
Article 14 - Restrictions liées à la présentation des candidatures.....	5
Article 15 - Présentation de candidature conformément au code de la commande publique .....	5
Article 16 - Contenu des offres .....	7
Article 17 - Critères d'attribution .....	7
Article 18 - Délai de validité des offres .....	7
Article 19 - Examen des offres .....	8
Article 20 - Cohérence de l'offre.....	8
Article 21 - Nature des communications, assistance et échanges d'informations avec les candidats	8
Article 22 - Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres .....	8
Article 23 - Conditions d'envoi par transmission électronique .....	9
Article 24 - Rematérialisation des documents électroniques avant attribution .....	9
Article 25 - Dispositions relatives à la copie de sauvegarde.....	10
Article 26 - Demande de renseignements .....	10
Article 27 - Phase de négociation .....	10
Article 28 - Infructuosité .....	10
Article 29 - Délais et voies de recours .....	10
Article 30 - Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre.....	11
Article 31 - Traitement des données personnelles.....	11

## Article 1 - Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :

**Commune de VAGNEY**  
**12 place Paul Caritey**  
**88120 VAGNEY**

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Maîtrise d'œuvre :

Cabinet BOUILLON BOUTHER (Mandataire)  
1B rue du souvenir - 88190 GOLBEY

Bureau d'études ADAM VOSGES (cotraitant)  
8 allée des frênes - 88000 EPINAL

Bureau d'études ACT'BOIS (cotraitant)  
2 allée Gaston et Victor Erhard - 90110 ROUGEMENT LE CHATEAU

Bureau d'études I2EF (cotraitant)  
6 boulevard des alliés - 70 000 VESOUL

## Article 2 - Insertion par l'activité économique

Le maître d'ouvrage souhaite mettre la commande publique au service de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle. **Cette obligation d'insertion est exigée par certains financeurs du projet de la maison de santé pour l'obtention de subventions. En conséquence, si l'offre n'est pas conforme sur ce point, elle sera rejetée.**

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise soumissionnaire doit, pour l'exécution du marché, proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ainsi, le candidat retenu pourra se voir confier des prestations entrant dans le cadre d'une démarche d'insertion ou des prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi dans le cadre d'un atelier et chantier d'insertion régis par l'article L.5123-15 du code du travail. Ces prestations prennent appui sur les activités mentionnées au présent marché qui ne sont que le support de la démarche d'insertion objet du marché.

Attention : les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

## Article 3 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

## Article 4 - Définition des prestations

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

## **Article 5 - Découpage des prestations**

Les prestations sont réparties **en 13 lots**, attribués par marchés séparés.  
Les prestations sont réparties dans des lots définis comme suit :

- 01 - TERRASSEMENT - VRD**
- 02 - GROS-ŒUVRE**
- 03 - CHARPENTE BOIS**
- 04 - COUVERTURE - BARDAGE - ZINGUERIES**
- 05 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS ALUMINIUM**
- 06 - PLATRERIE - FAUX PLAFONDS - ISOLATION**
- 07 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS**
- 08 - REVÊTEMENTS DE SOLS - FAÏENCES**
- 09 - PEINTURES INTERIEURES**
- 10 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE**
- 11 - ÉLECTRICITÉ - COURANTS FORTS ET FAIBLES**
- 12 - MOBILIER - AGENCEMENT**
- 13 - PHOTOVOLTAIQUE**

## **Article 6 - Forme(s) du/des marché(s)**

Marché alloti et passé selon la procédure adaptée.

## **Article 7 - Durée du marché**

Le délai global d'exécution des prestations est de **12 mois (compris 1 mois de préparation)**.

## **Article 8 - Variantes et PSE**

### **Article 8.1 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée

### **Article 8.2 - Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)**

Sans objet

## **Article 9 - Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement**

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

## **Article 10 - Délivrance du dossier de consultation des entreprises**

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://www.xmarches.fr>

Le DCE est composé des documents suivants :

- Règlement de Consultation
- Acte d'Engagement
- Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots
- Cahier des Clauses Techniques Particulières de chaque lot
- Cadre Décomposition Prix Global Forfaitaire de chaque lot
- Cadre de mémoire technique
- Les plans
- Calendrier prévisionnel général d'exécution
- PGC SPS
- RICT
- Etude de sol

## **Article 11 - Modifications du dossier de consultation**

Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 10 jours francs.

## **Article 12 - Visite sur site**

Sans objet

## **Article 13 - Forme juridique des groupements**

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation d'une candidature ou d'une offre. Cependant, après l'attribution du marché, il pourra être exigé du groupement titulaire d'adopter la forme juridique du groupement solidaire.

Justification par l'acheteur de la nécessité de cette exigence à la bonne exécution des prestations : Pour faciliter l'exécution du marché, il est indispensable d'avoir un unique interlocuteur responsable.

## **Article 14 - Restrictions liées à la présentation des candidatures**

La même entreprise peut présenter pour le marché plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

## **Article 15 - Présentation de candidature conformément au code de la commande publique**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.**

**Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français.**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **DUME ou DC1 et DC2**

**DUME :** Conformément à l'article R1243-4 du code de la commande publique, L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

DUME électronique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

**DC1 et DC2 :** Conformément à l'article R1243-3 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Certificats de qualifications

- Mention de 3 références minimum de travaux de complexité et de nature équivalente sur les 5 dernières années en indiquant le montant des travaux et un contact avec ses coordonnées.

## Article 16 - Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété, daté par le candidat.**

Le candidat fournira un acte d'engagement pour chacun des lots auxquels il soumissionne. Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.

- ☞ Les pièces de l'offre, dont l'acte d'engagement, n'ont plus à être remises signées en vertu de l'article R2152-13 du code de la commande publique, la signature des pièces de l'offre est requise au stade de l'attribution.
- ☞ Cependant afin de réduire la durée de traitement du dossier au moment de l'attribution, l'acheteur invite les candidats à signer électroniquement, s'ils en ont la possibilité, l'acte d'engagement dès le dépôt de l'offre.
- ☞ En cas de signature manuscrite de l'AE, le candidat pressenti pour être attributaire sera invité à transmettre celui-ci au format papier.

La signature de l'acte d'engagement, pièce fondatrice du contrat, emporte pleine et entière acceptation des autres pièces constitutives du marché.

- **La décomposition du prix global forfaitaire.**

- **Le cadre du mémoire technique : impérativement document ci-joint complété**, daté et signé, accompagné des justificatifs correspondants.

Tout autre document que le candidat juge utile à la bonne compréhension de son offre.

## Article 17 - Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

### **1. Critère Prix des prestations pondéré à 40 points sur 100**

La note pour le critère de prix sera calculée de la façon suivante :

Note = Note maximale x (Offre basse / Offre)

Avec Offre basse = offre la plus basse et Offre = montant de l'offre présentée par le candidat.

### **2. Critère Valeur technique pondéré à 60 points sur 100**

Sur la base du mémoire technique, avec les sous-critères suivants :

- Engagement Qualitatif (10 points)
- Méthodologie d'intervention (20 points)
- Réactivité et délai d'exécution (10 points)
- Moyens humains et matériels (10 points)
- Développement durable (10 points)

## Article 18 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

## **Article 19 - Examen des offres**

Avant toute négociation et classement des offres, celles-ci sont examinées en termes de conformité. Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables sont éliminées sans être négociées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

## **Article 20 - Cohérence de l'offre**

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article Prix (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'article prix de l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **Article 21 - Nature des communications, assistance et échanges d'informations avec les candidats**

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, notification du marché, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

L'attention des candidats est donc appelée sur les adresses de courriel qui sont notées lors de l'inscription sur notre profil acheteur. Il appartient aux candidats de veiller à ce que cette adresse soit « opérationnelle » pendant toute la durée de la consultation et la durée du marché pour l'attributaire.

Les messages d'absence notamment ne pourront être pris en considération.

## **Article 22 - Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres**

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

**La signature électronique n'est pas obligatoire.**

Les candidatures ou offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- **Par transmission électronique**

- ☞ La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.
- ☞ L'envoi des offres par voie postale n'est pas autorisé.
- ☞ La remise en mains propres des offres contre récépissé n'est pas autorisée sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde.

Les candidats peuvent, soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et scinder lot par lot les éléments relatifs à leurs offres, soit présenter pour chacun des lots les éléments relatifs à leurs candidatures et à leurs offres.

**Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure  
Indiquées sur la première page du présent Règlement de consultation.**

## **Article 23 - Conditions d'envoi par transmission électronique**

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur indiqué à l'article 11 du présent RC.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

### **Prescriptions relatives aux fichiers informatiques**

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

Recommandation sur la taille maximum des fichiers 400 Mo

### **Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat**

- ne pas dépasser 15 caractères
- pas d'espace entre les caractères (Utiliser touche 8 du clavier pour remplacer les espaces)
- le nom du document doit permettre la compréhension du contenu
- 

## **Article 24 - Rematéralisation des documents électroniques avant attribution**

Les candidats ne disposant pas d'une signature électronique, sont informés de la re-matérialisation de l'offre en document papier, préalablement à la conclusion du pouvoir adjudicateur avec l'attributaire. Le candidat sera alors invité à procéder à la signature manuscrite de l'acte d'engagement re-matérialisé et à le transmettre au format papier au maître d'ouvrage

## Article 25 - Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde uniquement sous forme de support physique électronique.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB...

### Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt **à l'adresse du pouvoir adjudicateur** dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

### Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou virus; lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ; lorsque la candidature ou l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure

## Article 26 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard 7 jours francs avant la date de remise des offres.

## Article 27 - Phase de négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Après réception et examen des offres, une phase de négociation pourra être engagée avec tous les candidats dont le prix global n'excède pas 30% de la moyenne des offres reçues.

A l'issue de la négociation, un classement sera effectué.

Les négociations pourront porter sur les prix et l'offre technique des candidats.

## Article 28 - Infirmité

En cas d'infirmité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

## Article 29 - Délais et voies de recours

- ☞ Référé précontractuel (art L551-1 à L551-4 et L551-10 à L551-12 du Code de justice administrative) : avant la conclusion du contrat, le président du tribunal administratif, ou le magistrat qu'il délègue, peut être saisi en cas de manquement aux obligations de publicité

et de mise en concurrence par toute personne ayant un intérêt à conclure le contrat et susceptible d'être lésée par le manquement invoqué, ainsi que par le Préfet,

- ☞ Référé contractuel (art L551-13 à L551-16 et L551-17 à L551-23 du Code de justice administrative) : dans un délai de 6 mois (sauf exceptions prévues aux articles L551-15 et L551-16 du CJA), le Tribunal administratif peut être saisi par toute personne ayant un intérêt à conclure le contrat, susceptible d'être lésée par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence, ainsi que par le Préfet,
- ☞ Recours de plein contentieux : dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée, le Tribunal administratif peut être saisi par toute personne susceptible d'être lésée dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par la passation ou les clauses non réglementaires du contrat de marché. (Jurisprudence Conseil d'Etat Ass. 4 avril 2014 « Tarn et Garonne » req. N°358994)

### **Article 30 - Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre**

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L2141-3 du code de la commande publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

En outre, le candidat retenu devra fournir les documents suivants :

- \* Les attestations d'assurances

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 5 jours francs à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

### **Article 31 - Traitement des données personnelles**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Dans le cadre de la passation du marché, le pouvoir adjudicataire, en qualité de responsable de traitement, est amené à traiter des données personnelles concernant les candidats, le titulaire et son ou ses éventuel(s) sous-traitant(s) et/ou leur personnel.

Ces données sont collectées parce qu'elles sont nécessaires au jugement des offres, à la passation du marché et à l'exécution du marché.

Elles ne sont traitées qu'à ces seules fins par le personnel habilité en raison de son rôle et de sa mission dans le cadre des appels d'offres et de l'exécution des marchés publics.

Les données ne sont conservées que pour une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Les personnes concernées disposent, à l'égard de ces traitements, d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement des données, de limitation du traitement, d'opposition de portabilité des données les concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur simple demande par courrier au pouvoir adjudicateur.

En cas de difficultés liées à la gestion de ses données, les personnes concernées ont la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Cnil : tél : 01 53 73 22 22 - site internet : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Le titulaire s'engage à protéger les données personnelles qu'il traite en relation avec la passation de ce marché et à informer les personnes dont il collecte et communique les données personnelles conformément aux dispositions applicables du RGPD.